AFGHANISTAN. L'insurrection des Talibans rend de plus en plus difficile la mission de l'Otan sur place, laquelle a cependant Al Aham Heldo réitéré que la stabilité de ce pays restait la priorité de ses opérations extérieures. 12-18 Décembre 2007 Le triple défi de l'Otan

Bruxelles, Par Aïcha Abdel-Ghaffar —

Les pays de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) ont réaffirmé lors de leur réunion ministérielle la semaine dernière que la stabilité de l'Afghanistan restait « la première priorité » de l'Alliance. Une affirmation qui répond aux défis auxquels est confrontée l'Otan : une insurrection revigorée, une escalade de la violence et la présence de puissants barons de la drogue. La production d'opium a atteint un record cette année et la guerre contre la rébellion des Talibans reste meurtrière.

Le Sud est le théâtre des pires affrontements au quotidien qui assombrissent les progrès et inquiètent les 40 pays présents militairement dans le pays et qui ont perdu 160 soldats cette année. Lundi, L'armée afghane appuyée par les troupes de l'Otan a repris l'agglomération de Musa Qala détenue pendant dix mois par les Talibans dans le sud de l'Afghanistan. Musa Qala

est le chef-lieu de district du même nom dans le nord de la province de Helmand, principale région productrice d'opium en Afghanistan, pays qui est de loin le premier fournisseur mondial de cette drogue (92 % de la production mondiale). Les autorités afghanes ont assuré ces derniers temps que de plus en plus de combattants étrangers, liés à Al-Qaëda notamment, étaient entrés dans le Helmand, en particulier à Musa Qala. Les Talibans s'étaient déjà l'an dernier emparés de chefs-lieux de districts dans cette province, et de celles voisines de Kandahar et de Farah, avant d'en être chassés. La prise de Musa Qala par les Talibans en février avait été la conséquence d'un accord très controversé avec les leaders tribaux de la région aux termes duquel les troupes britanniques de l'Isaf avaient accepté de se retirer contre la promesse que les tribus tiendraient à éloigner les Talibans et maintiendraient elles-mêmes la paix.

Avec l'instabilité au Sud, nombre de pays envisagent de retirer leurs troupes du terrain afghan. Les 1 665 soldats néerlandais installés dans la province instable de l'Uruzgan (sud) pourraient rentrer en 2008 après l'expiration de leur mandat. Les soldats australiens postés à leurs côtés pourraient les suivre, selon un responsable de l'Otan qui a requis l'anonymat. Ce qui pourrait avoir un effet domino sur le Canada et ses 2 500 hommes confrontés au harcèlement quotidien des islamistes dans la province sud de Kandahar. Si les forces internationales devaient plier bagage si tôt, un bain de sang suivrait, avait prédit le président Hamid Karzaï.

Le tableau n'est pourtant pas si noir. Après une trentaine d'années de guerre et en particulier depuis le renversement en 2001 des Talibans qui protégeaient les terroristes d'Al-Qaëda, la reconstruction est bien lancée. Hormis un réseau routier en développement, 80 % des quelque 25 millions d'habitants ont accès à l'aide médicale et la mortalité infantile a baissé, bien que toujours parmi les plus élevées du monde. Près de la moitié des enfants sont scolarisés et la croissan-

ce devrait atteindre cette année 13 %, essentiellement en raison des milliards de dollars étrangers investis dans la reconstruction.

Dans une course contre la montre, la formation de l'armée et de la police afghane bat son plein. Les militaires semblent pouvoir atteindre les 70 000 hommes bien entraînés d'ici l'an prochain mais il leur faudra du temps avant de mener seuls des opérations contre l'insurrection. La police afghane est forte de quelque 62 000 hommes sur 80 000 prévus. Corrompue, moins bien entraînée et peu armée, elle est la cible de choix des Talibans qui ont éliminé 700 policiers cette année, selon le ministère de l'Intérieur. Cette année, environ 5 000 personnes ont péri dans les violences, dont 4 000 rebelles. Pour de nombreux responsables, « il n'y a pas de solution militaire » à la rébellion des Talibans, notamment financée par le trafic d'opium. Hamid Karzaï leur a réitéré son offre de négociations, une proposition que pourraient accepter sous conditions les islamistes.